

Nous tenons ce CN dans une situation de crise de grande ampleur :

- Crise sanitaire depuis un an, aggravée par la gestion du gouvernement, dont les mensonges le disputent à l'incompétence. Dans l'Education, ce sont les masques toxiques fournis aux enseignant-es, les masques-fournitures scolaires à la charge des familles, le protocole sanitaire soit-disant renforcé, le million de tests dans les établissements promis par Blanquer, pour 1 million de personnels et 12 millions d'élèves, sans moyens ni pour les faire passer, ni pour isoler les malades, ni pour remplacer les personnels absents.
- La crise sanitaire entraîne une crise sociale, aggravée par les effets d'aubaine que le gouvernement saisit pour imposer ses réformes (assurance chômage, réformes des retraites) et poursuivre sa politique néo-libérale qui profite aux grandes entreprises au détriment des salarié-es et du climat.
- Crise démocratique ensuite quand le gouvernement n'a de cesse, avec ses effets de manche médiatiques et opportunistes, de masquer ses errements, de confisquer le débat sur sa gestion de la crise, d'accélérer sa politique autoritaire et contre les libertés, les militant-es et les personnes racisées, avec les lois Sécurité Globale et Séparatisme.
- Crise scolaire enfin puisque la crise sanitaire conjuguée à la politique éducative de Blanquer ont accentué les inégalités scolaires et les pressions hiérarchiques (voire la répression), alors que l'École aurait eu besoin d'un plan d'investissements sans précédent en terme de recrutements de personnels (enseignant-es, agent-es, AED...), de rénovation et de construction de locaux adaptés (notamment pour l'EPS, qui sert aujourd'hui de fusible à cette gestion de crise sans moyen), de formation des enseignant-es (que Blanquer est en train de détruire), d'éducation prioritaire (que Blanquer est en train de démanteler). Il aurait fallu aménager les programmes, il aurait fallu desserrer d'ores et déjà l'étau des épreuves de spécialité au bac (et pas attendre la fin du mois), voire décider d'un moratoire sur la réforme du bac et du lycée. Au lieu de cela, Blanquer avance tel un bulldozer : il faut continuer à le cartonner.

Les collègues auraient toutes les raisons de descendre dans la rue, mais justement, cette situation de crise pèse négativement sur nos capacités à mobiliser. Le SNES et la FSU mettent le paquet sur le 26, mais, malgré ses mots d'ordre partagés (d'ailleurs, ici et là, même le SGEN et l'UNSA se rallient), il est très difficile de mesurer à l'avance comment les choses vont se traduire en terme de taux de grévistes, de participation aux manifestations et aux AG quand elles pourront se tenir. Nous ne pouvons pas utiliser les critères habituels pour dire si la journée du 26 a été réussie ou non.

C'est aussi la raison pour laquelle, dans cette situation inédite, il ne nous semble pas qu'il faille considérer le 4 février comme un rebond du 26 dans notre secteur, mais plutôt comme deux dates permettant, l'une après l'autre, de construire un rapport de force, dans la perspective des autres mobilisations qui ont cours dans d'autres secteurs (la santé, l'énergie), ou ou contre la loi Sécurité globale. Même si le 26 n'était pas aussi fort qu'espéré (mais sur quels critères raisonner ?), il faut investir le 4, et la suite : la perspective d'une grève féministe le 8 mars doit être posée au plus vite (la crise sanitaire a démontré que les femmes sont les plus exposées), ainsi que celle d'une date Fonction Publique, dont nous pensons qu'il faudrait plutôt la centrer sur les Services Publics, plus fédérateurs parmi nos collègues, mieux enclin-es à défendre les services publics que leurs statuts, et au-delà parmi les usagers.

Sur le congrès enfin, la situation pèse et crée des difficultés d'organisation dans les S3. La visio n'est pas une solution satisfaisante, même si les textes sont réduits. Le congrès en jauge réduite non plus. C'est un pis-aller, un simulacre de congrès, qui pose des problèmes démocratiques : les S1, qui

ne sont pas forcément dans les instances, auront des difficultés à participer. La participation sera encore plus difficile pour les simples syndiqué-es. Nous, tendances minoritaires, avons tout à y perdre, et peut-être davantage que la majorité, qui ne doit pas perdre de vue qu'elle est garante de la démocratie interne. Or, qu'est-ce qu'un congrès ? Créer les conditions d'un débat le plus large possible, pour des mandats portés par les adhérent-es le plus largement possible, en phase avec le terrain. A l'heure où le SNES perd des syndiqué-es, cela doit nous alerter.

L'évolution de la situation épidémique, et sa gestion par le gouvernement, ne laissent que peu d'espoirs que le congrès puisse se tenir normalement, alors que nous en avions en septembre quand nous avons acté le maintien des dates du congrès. Dans ce contexte, il faut se re-poser la question de reporter le congrès à des jours meilleurs, comme l'a fait le SNASUB par exemple.

Le travail déjà effectué par les camarades sur les pré-rapports n'est pas perdu : il est anticipé pour des jours meilleurs. Par ailleurs, nous nous mandatos au fil des instances grâce aux mandats existants qui peuvent encore rester valables quelques mois de plus. Mettons plutôt nos forces dans la lutte contre Blanquer, Macron et leur monde !

Cela n'empêche pas de renouveler les instances selon le calendrier prévu. Tenir le congrès après ce renouvellement n'est pas moins démocratique, au contraire. Dans la FSU d'ailleurs, le congrès se tient après le renouvellement des instances.

Le calendrier militant à venir est dense et les enjeux sont importants pour le SNES (congrès FSU, élections professionnelles et élections présidentielles). C'est justement la raison pour laquelle le SNES ne peut pas s'y présenter avec des mandats issus de débats dégradés, qui ne seraient pas largement portés par les militant-es et la profession.